



MERANKABANDI
Cash for Jobs

PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS ET EMPLOIS

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

NOM DU PAYS : BURUNDI

**NOM DU PROJET : PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS ET
EMPLOIS-CASH FOR JOBS (MERANKABANDI II)**

**INTITULE DE LA MISSION: RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE
D'ELABORER LA STRATEGIE DE
COMMUNICATION ET SON PLAN OPERATIONNEL
POUR LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION
SOCIALE 2024-2033**

Don IDA_BI 9440

Emis : le 15/01/2025

Le Gouvernement de la République du Burundi a reçu un don de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le Projet d'Appui aux Filets Sociaux Productifs et Emplois « MERANKABANDI II », et a l'intention d'utiliser une partie de ce Don pour effectuer des paiements au titre du contrat de prestations de services d'un Consultant qui sera chargé d'élaborer une stratégie de communication et son plan opérationnel budgétisé et adapté à la Politique Nationale de Protection Sociale 2024-2033 afin d'accompagner le processus de sa mise en œuvre.

Les services (taches) de consultant (« Services ») sont bien détaillées dans les termes de référence qui sont disponibles à l'adresse ci-bas indiquée dans le présent appel à manifestation d'intérêt ainsi que sur le site web: www.merankabandi2.bi, celui de l'agence NETPRESS et le site Web d'Intercontact.

Le Consultant fournira les Services sur une période de 60 jours ouvrables.

Le Projet d'Appui aux Filets Sociaux Productifs et Emplois « MERANKABANDI II » invite les consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits dans les termes de référence. Les Consultants intéressées doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services à savoir :

- (a) Une lettre de motivation ;
- (b) Un curriculum vitae actualisé, daté et signé.
- (c) En cas de nécessité, des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle pourraient être demandés.

Les candidats recherchés doivent satisfaire aux critères ci-après:



- Avoir un diplôme universitaire de niveau minimum de Licence en science de la communication, sciences sociales, journalisme, histoire ou dans d'autres domaines comparables ;
- Avoir au moins trois ans d'expérience dans le domaine de la communication ;
- Avoir déjà réalisé **au moins 3 stratégies et/ou plan de communication** d'autres institutions avec des pièces justificatives à l'appui ;
- Avoir des connaissances dans le domaine de la protection sociale constitue un atout;

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 3.14 du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissements (FPI), à savoir la Passation des marchés dans le cadre du Financement de Projets d'investissement (FPI) : Fournitures, Travaux, Services autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, daté de Septembre 2023, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection des Consultants Individuels, avec approche marché ouvert National, conformément au Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, septembre 2023 de la Banque Mondiale («le Règlement de Passation des Marchés ») et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence.

Les Consultants intéressés peuvent retirer les termes de référence relatifs à ce poste ou obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous, aux heures suivantes: de 8H 00 à 12 H 30 min et de 14H à 17H30, heure de Bujumbura (GMT+2), tous les jours ouvrables du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous par courrier physique (pour tous les résidents du Burundi) ou électronique (pour les non-résidents) au plus tard le 29/01/2025 à 17 heures locales.

PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS ET EMPLOIS-Cash for Jobs « MERANKABANDI II»

A l'attention de Monsieur Michel NYABENDA, Coordonnateur National

Avenue de la JRR n°16, Immeuble S&N HOUSE, 6ème Niveau

BP 1031 Bujumbura

Tél: +257 22 28 71 03

E-mail : nyabendamic@gmail.com avec copie à gasanadonatien@yahoo.fr





MERANKABANDI
Cash for Jobs

PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS ET EMPLOIS

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE D'ELABORER LA STRATEGIE DE COMMUNICATION ET SON PLAN OPERATIONNEL POUR LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION SOCIALE 2024-2033

1. Contexte et justification

Le Burundi a fait de la protection sociale un des piliers de sa stratégie de croissance et de développement durable. Dans cette optique le Gouvernement a adopté une Politique Nationale de Protection sociale dans le but d'assurer une couverture de protection sociale convenable à toute la population. Cette politique nationale de protection sociale (PNPS) adoptée en avril 2011 décline en Vision et en programmes l'orientation globale de la politique de développement social telle qu'elle est envisagée par le Burundi à travers ses outils de cadrage comme le plan national de développement et autres.

Ainsi pour mettre en œuvre la PNPS, le Gouvernement a prévu un cadre institutionnel unique par le Décret n°100/237 du 22 août 2012 ; une Commission Nationale de Protection Sociale présidée par SE Mr le Président de la République et son objet est la Promotion et Régulation des programmes de la PNPS. La Commission Nationale de Protection Sociale comporte les organes décentralisés à savoir : le comité national ; le comité technique ainsi que les comités provinciaux et communaux.

Partant de l'évaluation de la Politique Nationale de Protection Sociale de 2011, la nouvelle phase de 2024 à 2033 vient d'être élaborée et a été validé en mai dernier 2024 par la 8ème Assemblée Générale de la Commission Nationale de Protection Sociale. Disons maintenant, le Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale entame la mise en œuvre de la Nouvelle Politique de Protection Sociale qui va de 2024 à 2033 et une nouvelle stratégie de 2024-2028.

La vulgarisation de cette politique demeure un chantier important car cette politique n'est pas encore connue, ni du public, ni des acteurs clés de mise en œuvre, notamment les partenaires au développement, les leaders politiques, les communautés des églises, les média et autres cibles tant importants du secteur de la protection sociale.



Pour réussir un tel pari, la protection sociale doit s'appuyer sur des stratégies segmentées sans mettre de côté le plan de communication qui regorge des actions fondées sur une vision claire et déterminée à savoir: «La promotion de la politique nationale de protection sociale et le renforcement du soutien et de l'engagement des leaders, des citoyen et des partenaires dans la mise en œuvre les programmes de protection sociale au Burundi ».

En effet, dans le but de la mise en œuvre effective de la nouvelle politique nationale de protection sociale 2024-2033 récemment validée, une stratégie de communication et son plan opérationnel se focalisant sur toutes les couches de la population et sur tous les usagers et parties prenantes doit être élaboré pour accompagner les priorités de cette politique. Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale ne saurait-elle bénéficier d'appropriation et de l'adhésion de toutes les couches sociales sans une communication efficace. Une stratégie de communication et son plan opérationnel conçus et mis en œuvre demeurent une condition préalable pour le soutien du relais à toutes les couches sociales, notamment les décideurs politiques (parlementaires, les membres des structures sectorielles et autres parties prenantes) tant au niveau national, provincial que décentralisé en vue de la construction d'un système de protection sociale durable, autofinancé. Dans cette perspective, il s'avère indispensable de recruter un consultant qui pourra élaborer une stratégie de communication et son plan opérationnel budgétisé et adapté à la Politique Nationale de Protection Sociale 2024-2033 afin d'accompagner le processus de sa mise en œuvre.

2. Objectif Général :

Elaborer une stratégie de communication et son plan opérationnel budgétisé et adapté à la Politique Nationale de Protection Sociale 2024-2033.

3. Objectifs spécifiques :

- Accompagner la mise en œuvre effective de la PNPS 2024-2033 ;
- Faire connaître la politique nationale de protection sociale 2024-2033 ;
- Susciter et Renforcer le soutien et l'engagement des citoyens et des partenaires envers les programmes et systèmes de protection sociale au Burundi ;
- Dégager les actions prioritaires et budgétisées de communication ;
- Contribuer à la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre des actions prioritaires de la protection sociale ;



4. Résultats attendus

- Le document de stratégie de communication pour la politique nationale de protection sociale 2024-2033;
- Un plan opérationnel de communication chiffré est disponible au SEP/CNPS ;

5. Portée et méthodologie de la mission :

Sous la supervision du Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale et du Projet Merankabandi, la réalisation de cette mission suivra les étapes essentielles suivantes :

1. L'analyse de la situation
2. La définition des axes stratégiques
3. L'identification des Publics cibles
4. Elaborer les types de messages pour chaque cible
5. Etablir les canaux de communication
6. Déterminer les budgets nécessaires pour la mise en œuvre du plan d'actions
7. Définir le cadre de suivi-évaluation

Un comité de pilotage technique chargé du suivi de l'étude sera mis en place par le SEP CNPS. Le travail du consultant sera soumis à la validation par le comité technique pour chaque livrable.

Un atelier de validation finale du document sera organisé par le Projet. Le document final (stratégie et plan opérationnel), **ne dépassant pas 50 pages**, sera réceptionné après intégration de toutes les observations des participants à ces différentes réunions et ateliers.

Le consultant présentera au SEP/CNPS et au Projet Merankabandi six (6) exemplaires des documents physiques validés ainsi que leur version électronique.

6. Modalités de paiement

A l'achèvement du travail à sa satisfaction, le Projet MERANKABANDI paiera au consultant le montant convenu suivant les échéances ci-apres:



- **1^{er} paiement** : 20% du montant total du contrat à la réception et acceptation par le SEP/CNPS **de l'analyse de la situation de la mission et de la définition des axes stratégiques** et de l'identification des publics cibles;
- **2^{ème} paiement** : 50% du montant total du contrat à la réception et acceptation par le comité de pilotage technique du document provisoire de la stratégie de communication et son plan opérationnel budgétisé;
- **3^{ème} paiement** : 30% du montant total du contrat à la réception et acceptation par le SEP/CNPS **du document final validé de la stratégie et de son plan opérationnel budgétisé.**

Le consultant ne pourra en aucun cas prétendre à d'autres paiements que ceux expressément prévus ci-dessus.

7. Expérience et compétences requises pour le Consultant

Le candidat doit démontrer l'expérience, l'expertise et les compétences suivantes :

- Avoir un diplôme universitaire de niveau minimum de Licence en science de la communication, sciences sociales, journalisme, histoire ou dans d'autres domaines comparables ;
- Avoir au moins trois ans d'expérience dans le domaine de la communication ;
- Avoir déjà réalisé **au moins 3 stratégies et/ou plan** de communication d'autres institutions avec des pièces justificatives à l'appui ;
- Avoir des connaissances dans le domaine de la protection sociale constitue un atout;

8. Durée de la mission

Le Consultant réalisera la mission dans un délai maximum ne dépassant pas 60 jours ouvrables.

9. Méthode de sélection

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection de consultant individuel, conformément aux Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs pour les financements des Projets d'investissements (FPI), à savoir la passation des marchés dans le cadre du financement de Projets d'investissement (FPI) : Biens, travaux, services autres que des Services de consultants et services de consultants, daté de septembre 2023; les "Directives sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les



Projets financés par des prêts de la BIRD et des crédits et subventions de l'IDA (révisées au 1er juillet 2016,)" (Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants (revised as of July 1, 2016).



MODÈLE DE CURRICULUM VITAE (CV)

Poste : _____

Nom du candidat : _____

Profession : _____

Date de naissance : _____

Nationalité : _____

Nombre d'années d'expérience : _____

Attributions spécifiques actuelles du candidat ou dernières fonctions exercées :

Principales qualifications :

[En une demi-page maximum, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience du candidat les plus utiles à ses attributions au regard du poste pour lequel il s'est porté candidat.]

Formation :

[En un quart de page maximum, résumer les études universitaires et autres études spécialisées du candidat, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Expérience professionnelle :

[En deux pages au maximum, dresser la liste des emplois exercés par le candidat depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients ou employeurs susceptibles de fournir des références. Pour les candidats ayant eu à prester des services comme consultant, Il conviendra de spécifier les fonctions exercées comme consultant en indiquant le titre de la mission ou du mandat, la date de la mission et le nom et les références de la personne ou de l'institution ayant commandé la mission]

Période	Nom de l'employeur, titre professionnel/poste tenu. Renseignements sur contact pour références	Pays	Sommaire des activités réalisées, en rapport avec la présente mission
[par ex. Mai 2011-présent]	[par ex. Ministère de, conseiller/consultant pour... Pour obtenir références: Tél...../courriel.....; M. Bbbbbb, Directeur]		

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

_____ Date : _____

[Signature du candidat]

Jour/mois/année

Nom du candidat : ____

